Burundi : l'indice synthétique de fécondité "légèrement amélioré" depuis 1987

@rib News,Â 26/07/2017Â â€“ SourceÂ Xinhua Le Burundi a connu une "lÃ©gÃ¨re amÃ©lioration" au niveau de l'indice synthÃ©tique de fÃ©conditÃ© depuis 1987 Ã ce jour, a rÃ©vÃ©lÃ© Nicolas Ndayishimiye, expert burundais sur les questions d population et de dÃ©veloppement, ainsi que directeur gÃ©nÃ©ral de l'Institut des Statistiques et des Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU). L'expert Ndayishimiye s'exprimait au cours d'une interview accordÃ©e Ã Xinhua quatre mois aprÃ¨s la sortie des rÃ©sultats prÃ©liminaires de la 3Ã¨me enquÃªte dÃ©mographique et de santÃ© (EDS) 2016-2017, rÃ©alisÃ©e au Bu depuis octobre 2016 Ã mars 2017.

"Par rapport Ã la fÃ©conditÃ©, l'EDS 2016-2017 montre que l'indice synthÃ©tique de fÃ©conditÃ© est de 5,5 enfants par fem ce qui constitue une lÃ©gÃ¨re amÃ©lioration au regard des rÃ©sultats des deux EDS rÃ©alisÃ©s auparavant. Car, lors de la premiÃ¨re EDS rÃ©alisÃ©e en 1987 par le Burundi, l'indice synthÃ©tique de fÃ©conditÃ© Ã©tait de 6,9 enfants par femme ; alo que la deuxiÃ¨me organisÃ©e en 2010, cet indice Ã©tait de 6,4 enfants par femme, si bien qu'au niveau de l'Afrique subsaharienne, le Burundi se classait juste avant le Niger. Donc, le Burundi et le Niger Ã©taient les deux premiers africains avec un indice de fÃ©conditÃ© trÃ¨s Ã©levÃ©", a prÃ©cisÃ© l'expert burundais. Pour lui, ces lÃ©gÃ¨res amÃ©liorati l'indice de fÃ©conditÃ© au Burundi sont Ã mettre Ã l'actif des efforts nationaux menÃ©s pour faire baisser le taux ad hoc, en l'occurrence via des campagnes de sensibilisation de masse au niveau politique et aux progrÃ¨s marquÃ©s dans la vulgarisation des pratiques contraceptives en vogue dans le monde contemporain. L'expert Ndayishimiye a laissÃ© entendre que l'analyse des questions dÃ©mographiques et de santÃ© au Burundi, montre une Ã©troite corrÃ©lation entre le taux de fÃ©conditÃ© et celui de la prÃ©valence contraceptive. L'expert Ndayishimiye a soulignÃ© Ã©galement que sur le front la problÃ©matique dÃ©mographique, le Burundi souffre Ã©galement des dÃ©fis liÃ©s Ã la pression dÃ©mographique ; Ã©tant que le taux moyen annuel de croissance dÃ©mographique est de 2,4%. Sur ce, il a indiquÃ© que si rien n'est fait pour rectifier le tir en la matiÃ¨re, la population burundaise, estimÃ©e aujourd'hui Ã 11,2 millions d'habitants, va doubler dans 15 ans. "Cela est un dÃ©fi crucial parce que le Burundi, avec une superficie de 27.834 kilomÃ¨tres carrÃ©s couplÃ©e Ã une densitÃ© de plus de 400 habitants par kilomÃ¨tre carrÃ©, risque Ã©galement de voir cette densitÃ© portÃ©e Ã 800 habitants a kilomÃ¨tre carrÃ© dans les quinze prochaines annÃ©es avec des implications sur la gestion de la problÃ©matique fonciÃ¨re", a-t-il averti. L'urgence du moment est que le Burundi dÃ©ploie des "Ã©nergies immenses" pour assurer une couverture contraceptive "satisfaisante" Ã tous les niveaux, a-t-il recommandÃ© avant de rÃ©vÃ©ler que 35% des besoins burundais en contraception, ne sont pas couverts Ã ce jour. Le dÃ©fi dÃ©mographique burundais entretient aussi une connexion directe avec la question de l'emploi, a-t-il en outre signalÃ©. "En s'y penchant de prÃ¨s, on dÃ©couvre avec amertume que les jeunes de moins de 25 ans reprÃ©sentent plus de 50% de la population burundaise. Cela signifie que si 60% des Burundais continuent Ã ÃªtRe pris en charge par 40% de leurs compatriotes", a-t-il explicitÃ©. L'expert Ndayishimiye a affirmÃ© que la problÃ©matique d'accÃ¨s Ã l'emploi pour les jeunes burundais n'est pas rÃ©solue Ã court et Ã moyen terme e termes de crÃ©ations de nouveaux emplois, le risque encouru par le Burundi est "une flambÃ©e du taux de chÃ´mage juvÃ©nile" dans les annÃ©es Ã venir. "L'amer constat relevÃ© Ã ce jour, est que plus l'effectif des membres des mÃ©nages burundais est Ã©levÃ© ; plus ces mÃ©nages sont plus pauvres que ceux ayant des tailles rÃ©duites, soit deux ou trois personnes Ã prendre en charge", a-t-il ajoutÃ©. Si le Burundi ne rÃ©ussit pas Ã rÃ©duire le taux de fÃ©conditÃ©, les progrÃ¨s marquÃ©s dans d'autres secteurs de dÃ©veloppement, n'auront pas d'impact majeur, a-t-il averti.